



RAPPORT DE GESTION

Troisième trimestre clos le 30 novembre 2023

Le rapport qui suit fournit une analyse des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière consolidée de Velan Inc. (la « Société ») pour le trimestre clos le 30 novembre 2023. Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 28 février 2023 et 2022. Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux *Normes internationales d'information financière* publiées par l'International Accounting Standards Board (les « IFRS »). Les principales méthodes comptables utilisées pour dresser ces états financiers consolidés sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société. L'ensemble des opérations et des soldes libellés en monnaies étrangères ont été convertis en dollars américains, monnaie de présentation de la Société. Le présent rapport de gestion a été approuvé par le conseil d'administration de la Société le 11 janvier 2024. D'autres documents d'information de la Société, notamment la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations, peuvent être consultés sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont par conséquent peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. Les rapprochements sont présentés à la fin du présent rapport. La Société utilise également des mesures financières supplémentaires, qui sont définies à la fin du présent rapport.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion peut inclure des énoncés prospectifs, qui contiennent généralement des mots comme « croire », « anticiper », « planifier », « prévoir », « avoir l'intention de », « continuer » ou « estimer » pouvant être utilisés au conditionnel ou au futur, ou la forme négative de ces termes, leurs variations ou une terminologie semblable, qui comportent tous des risques et des incertitudes. Ces risques et incertitudes sont présentés dans les documents déposés par la Société auprès des commissions des valeurs mobilières compétentes. Bien que ces énoncés soient fondés sur les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits nouveaux futurs attendus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, selon elle, sont raisonnables et appropriés dans les circonstances, aucun énoncé prospectif ne peut être garanti et les résultats réels futurs peuvent différer sensiblement de ceux qui sont exprimés dans les présentes. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser un énoncé prospectif contenu dans le présent rapport de gestion, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, à moins d'y être obligée par la législation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

À PROPOS DE VELAN

La Société conçoit, fabrique et commercialise à l'échelle mondiale une vaste gamme de robinetteries destinées à divers usages industriels, notamment dans les secteurs de la production d'énergie, du pétrole et du gaz, du raffinage et de la pétrochimie, des produits chimiques, du gaz naturel liquéfié et de la cryogénie, des pâtes et papiers, des procédés géothermiques, ainsi que de la construction navale. La Société, l'un des chefs de file mondiaux de la robinetterie industrielle en acier, exploite 12 usines dans le monde et compte 1 630 employés. Son siège est situé à Montréal, au Canada. Sa stratégie d'affaires consiste à concevoir, à fabriquer et à commercialiser des robinetteries novatrices en mettant l'accent sur la qualité, la sécurité, la facilité d'utilisation et la longévité. La Société a pour objectifs stratégiques, entre autres, de favoriser l'excellence de son exploitation et d'améliorer les marges en demeurant résolument axée sur ses clients, d'accélérer sa croissance en intensifiant ses activités dans les marchés clés où elle se démarque nettement de la concurrence, ainsi que d'améliorer et de moderniser sans cesse ses systèmes et ses procédés.

Les états financiers consolidés de la Société incluent les opérations nord-américaines, qui comptent deux usines au Canada ainsi qu'une usine et un centre de distribution aux États-Unis. Les opérations importantes de la Société à l'étranger comprennent des usines en France, en Italie, au Portugal, en Corée, à Taïwan, en Inde et en Chine. Les opérations de la Société comprennent également un centre de distribution en Allemagne.

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE¹

- Le chiffre d'affaires s'est établi à 80,9 millions de dollars, en baisse de 14,3 millions de dollars ou 15,0 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, mais en hausse de 0,6 million de dollars ou 0,8 % par rapport au deuxième trimestre.
- La marge brute s'est établie à 16,4 millions de dollars, ou 20,2 %, par rapport à 29,0 millions de dollars, ou 30,4 %, au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- La Société a inscrit une perte nette² de 7,3 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net² de 2,7 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Les nouvelles affaires nettes (les « nouvelles affaires »)³ se sont établies à 78,3 millions de dollars, comparativement à 99,2 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le carnet de commandes³ s'établissait à 485,0 millions de dollars à la fin du trimestre, une augmentation de 20,7 millions de dollars ou 4,5 % depuis le début de l'exercice.
- Le montant net de la trésorerie de la Société se chiffrait à 26,4 millions de dollars à la fin du troisième trimestre, par rapport à 39,4 millions de dollars trois mois plus tôt. La trésorerie disponible reste solide avec une encaisse et des facilités disponibles s'élevant à 97,5 millions de dollars.
- Dans la foulée de la résiliation de la convention d'arrangement avec Flowserve, après une période intérimaire de huit mois, la Société renoue avec ses objectifs en tant qu'entreprise indépendante et se concentre à nouveau sur une croissance rentable.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent)

	Trimestres clos les			Périodes de neuf mois closes les		
(en milliers)	30 novembre 2023	30 novembre 2022	Variation	30 novembre 2023	30 novembre 2022	Variation
Chiffre d'affaires	80 945 \$	95 229 \$	(14 284)	228 922 \$	255 288 \$	(26 366)
Marge brute	16 386	28 965	(12 579)	54 823	72 520	(17 697)
Charges administratives	21 553	25 428	(3 875)	65 623	75 918	(10 295)
Impôt sur le résultat	711	350	361	2 383	3 943	(1 560)
Résultat net (perte nette) ²	(7 250)	2 739	(9 989)	(17 654)	(8 289)	(9 365)
BAIIA ³	(2 337)	6 135	(8 472)	(3 176)	4 622	(7 798)
Nouvelles affaires ³	78 273	99 150	(20 877)	241 629	266 091	(24 462)
Carnet de commandes ³ à la fin de la période				485 001	488 348	(3 347)
(en pourcentage des ventes)						
Marge brute	20,2 %	30,4 %	-1 020 pb	23,9 %	28,4 %	-450 pb
(en dollars par action)						
Résultat net (perte nette) ² par action – de base et dilué	(0,34)	0,13	(0,47)	(0,82)	(0,38)	(0,44)
BAIIA ³ par action – de base et dilué	(0,11)	0,28	(0,39)	(0,15)	0,21	(0,36)

¹ Toutes les sommes présentées sont en dollars américains.

² Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

³ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

Carnet de commandes¹

	Aux		
	30 novembre 2023	28 février 2023	30 novembre 2022
(en milliers)			
Carnet de commandes ¹	485 001	464 337	488 348
Livraisons au cours des 12 prochains mois	361 487	307 991	336 207
Livraisons après les 12 prochains mois	123 514	156 346	152 141
Pourcentage des commandes devant être livrées après les 12 prochains mois	25,5 %	33,7 %	31,2 %

Le carnet de commandes¹ a augmenté de 20,7 millions de dollars, ou 4,5 %, depuis le début de l'exercice. L'augmentation du carnet de commandes¹ est attribuable principalement à un changement de profil des dates de livraison prévues du carnet de commandes¹. Cette augmentation du carnet de commandes¹ est également attribuable au renforcement du taux de change de l'euro par rapport au dollar américain depuis le début de l'exercice, qui se chiffrait à 7,9 millions de dollars.

Nouvelles affaires¹

Les nouvelles affaires¹ pour le trimestre se sont établies à 78,3 millions de dollars, en baisse de 20,9 millions de dollars, ou 21,1 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette variation reflète une baisse des commandes du secteur maritime comptabilisées par les opérations nord-américaines de la Société, après les commandes élevées qu'elles avaient enregistrées au troisième trimestre de l'exercice précédent. Ce facteur a été partiellement compensé par la hausse des nouvelles affaires¹ du secteur du pétrole et du gaz comptabilisée par les opérations italiennes et par le raffermissement du taux moyen de l'euro par rapport au dollar américain sur les nouvelles affaires¹ des opérations européennes de la Société, ce qui s'est traduit par un gain de 2,0 millions de dollars au troisième trimestre.

Pour la période de neuf mois, les nouvelles affaires¹ se sont établies à 241,6 millions de dollars, en baisse de 24,5 millions de dollars, ou 9,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. En plus des facteurs susmentionnés, la variation reflète une baisse des commandes pour entretien, réparation et révision (« ERR ») en Amérique du Nord, en partie contrebalancée par une augmentation des commandes du secteur de l'énergie nucléaire enregistrée par les opérations françaises et par un effet de change favorable de 5,2 millions de dollars pour les opérations européennes par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires s'est établi à 80,9 millions de dollars au troisième trimestre, en baisse de 14,3 millions de dollars, ou 15,0 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation est essentiellement imputable à une baisse des ventes nord-américaines s'expliquant par la livraison d'une commande d'envergure du secteur du pétrole et du gaz un an plus tôt, et à la baisse des ventes du secteur ERR due à l'allongement des délais de transit des commandes au canal de Panama. Ces éléments ont été compensés en partie par un effet positif du renforcement du taux moyen de l'euro par rapport au dollar américain chiffré à 1,9 million de dollars pour le trimestre.

Pour la période de neuf mois, le chiffre d'affaires s'est élevé à 228,9 millions de dollars, en baisse de 26,4 millions de dollars, ou 10,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation reflète la baisse des ventes nord-américaines expliquée ci-dessus, une diminution des livraisons des opérations italiennes due à la

¹ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

baisse des commandes d'envergure comptabilisées à l'exercice précédent, et une baisse des ventes des opérations françaises liée aux délais d'obtention de lettres de crédit avant livraison. Ces facteurs ont été partiellement compensés par un effet de change favorable de 4,2 millions de dollars lié au raffermissement du taux de l'euro par rapport au dollar américain et par une réévaluation favorable des rabais sur quantité accordés aux clients.

Marge brute

Pour le troisième trimestre, la marge brute s'est établie à 16,4 millions de dollars, une baisse par rapport à 29,0 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation est attribuable à la diminution du volume d'affaires, qui a nui à la capacité de la Société à couvrir ses coûts indirects fixes de production, et à la composition moins favorable de la gamme des produits livrés. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par des écarts de change non réalisés favorables liés à la fluctuation du dollar américain par rapport à l'euro et au dollar canadien, comparativement aux mouvements similaires de l'exercice précédent. En pourcentage des ventes, la marge brute s'est établie à 20,2 %, comparativement à 30,4 % un an plus tôt.

Pour la période de neuf mois, la marge brute s'est établie à 54,8 millions de dollars, par rapport à 72,5 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Outre les facteurs susmentionnés, les éléments qui expliquent la baisse sont les écarts de change non réalisés défavorables liés à la fluctuation du dollar américain par rapport à l'euro et au dollar canadien, comparativement aux mouvements similaires pour la période correspondante de l'exercice précédent. En pourcentage des ventes, la marge brute s'est établie à 23,9 %, comparativement à 28,4 % un an plus tôt.

Charges administratives

Les charges administratives pour le trimestre se sont établies à 21,6 millions de dollars, en baisse de 3,9 millions de dollars, ou 15,2 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation reflète l'inscription au troisième trimestre de l'exercice précédent d'une provision de 3,0 millions de dollars pour la valeur encore indéterminée d'éventuels règlements liés à l'amiante, ainsi qu'une baisse des frais d'expédition découlant d'une diminution du volume des ventes.

Pour la période de neuf mois, les charges administratives se sont élevées à 65,6 millions de dollars, en baisse de 10,3 millions de dollars, ou 13,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Outre les facteurs susmentionnés, la diminution des commissions de vente attribuable à une baisse de volume explique aussi le recul. Ces facteurs ont été partiellement neutralisés par une augmentation généralisée des charges administratives.

BAIIA¹

Le BAIIA¹ s'est chiffré à un montant négatif de 2,3 millions de dollars, ou un montant négatif de 0,11 \$ par action, pour le trimestre, comparativement à 6,1 millions de dollars, ou 0,28 \$ par action, au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation du BAIIA¹ est attribuable principalement à la diminution de la marge brute expliquée précédemment, qui a été partiellement neutralisée par la diminution des charges administratives.

Pour les mêmes raisons, le BAIIA¹ pour la période de neuf mois s'est chiffré à un montant négatif de 3,2 millions de dollars, ou un montant négatif de 0,15 \$ par action, comparativement à 4,6 millions de dollars, ou 0,21 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

¹ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

Impôt sur le résultat

Trimestres clos les				
(en milliers, sauf les pourcentages)	30 novembre 2023		30 novembre 2022	
	\$	%	\$	%
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi	(1 747)	26,5	826	26,5
Incidences fiscales des éléments suivants :				
Différence dans les taux d'impôt prévus par la loi dans les territoires étrangers	96	(1,5)	(50)	(1,6)
Gains de change non imposables	(246)	3,7	(394)	(12,7)
Pertes fiscales non comptabilisées	2 591	(39,3)	306	9,8
Avantage attribuable à une structure de financement	(65)	1,0	(60)	(1,9)
Autres différences	82	(1,2)	(278)	(8,9)
Charge d'impôt sur le résultat	711	(10,8)	350	11,2

Périodes de neuf mois closes les				
(en milliers, sauf les pourcentages)	30 novembre 2023		30 novembre 2022	
	\$	%	\$	%
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi	(4 063)	26,5	(1 140)	26,5
Incidences fiscales des éléments suivants :				
Différence dans les taux d'impôt prévus par la loi dans les territoires étrangers	267	(1,7)	50	(1,2)
Pertes (profits) de change non déductibles (imposables)	(239)	1,6	714	(16,6)
Pertes fiscales non comptabilisées	6 269	(40,9)	4 706	(109,4)
Avantage attribuable à une structure de financement	(199)	1,3	(190)	4,4
Autres différences	348	(2,3)	(197)	4,6
Charge d'impôt sur le résultat	2 383	(15,5)	3 943	(91,7)

Résultat net (perte nette)¹

La perte nette¹ pour le trimestre s'est établie à 7,3 millions de dollars, ou 0,34 \$ par action, comparativement à un résultat net¹ de 2,7 millions de dollars, ou 0,13 \$ par action, au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation reflète une baisse du BAIIA² et une augmentation des charges financières.

Pour la période de neuf mois, la perte nette¹ s'est établie à 17,7 millions de dollars, ou 0,82 \$ par action, comparativement à une perte nette¹ de 8,3 millions de dollars, ou 0,38 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation reflète les facteurs susmentionnés, qui ont été partiellement contrebalancés par une baisse de la charge d'impôt sur le résultat.

¹ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL – Analyse du risque de liquidité, des facilités de crédit, des flux de trésorerie et des opérations projetées (sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains)

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières à leur échéance. La Société gère ce risque en exerçant une surveillance continue de ses besoins de trésorerie futurs. Les prévisions de flux de trésorerie sont établies par les entités en exploitation, puis sont totalisées par la division des finances de la Société. La Société a pour politique de maintenir une trésorerie et des équivalents de trésorerie suffisants et de disposer de facilités de crédit afin de satisfaire ses besoins opérationnels actuels et futurs.

Le 30 novembre 2023, le carnet de commandes² de la Société s'établissait à 485,0 millions de dollars, alors que le montant net de la trésorerie et des facilités de crédit non utilisées totalisait 97,5 millions de dollars. La Société estime que cette somme, combinée aux flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation, est suffisante pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières, d'accroître sa capacité de production, de financer son fonds de roulement et de mettre en œuvre sa stratégie d'entreprise. Toutefois, rien ne garantit que le risque d'un autre ralentissement marqué de l'économie n'aura pas d'incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation ou sur la situation financière de la Société. Au 30 novembre 2023, la Société respectait toutes les clauses restrictives liées à ses dettes et à ses facilités de crédit.

La facilité de crédit renouvelable actuelle vient à échéance en février 2024, et la direction cherche activement des solutions de refinancement.

En plus de gérer le risque de liquidité, la Société surveille la situation financière de ses principaux fournisseurs. Au 30 novembre 2023, la Société ne détecte pas de risques indus à la suite de cette évaluation.

Liquidités – Trimestre et période de neuf mois clos le 30 novembre 2023

(sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent)

Les variations du montant net de la trésorerie de la Société ont été les suivants :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
(en milliers)	30 novembre 2023	30 novembre 2022	30 novembre 2023	30 novembre 2022
Trésorerie, montant net, au début de l'exercice	39 372	29 725	50 253	53 465
Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(4 882)	(3 378)	(15 348)	(17 967)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 547)	(1 486)	(4 929)	(5 344)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	(6 329)	3 960	(4 276)	2 230
Incidence des écarts de change sur la trésorerie	(252)	490	662	(3 073)
Trésorerie, montant net, à la fin de la période	26 362	29 311	26 362	29 311

Activités d'exploitation

La variation défavorable des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour le trimestre est attribuable principalement à la diminution du BAIIA¹ et à une variation défavorable des provisions à long terme, partiellement compensées par des variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. La variation défavorable des sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour la période de neuf mois est attribuable principalement à des variations favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, partiellement compensées par une diminution du BAIIA¹ et une variation défavorable des provisions à long terme.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	30 novembre 2023	30 novembre 2022	30 novembre 2023	30 novembre 2022
<i>(en milliers)</i>				
Créances d'exploitation	1 999	(3 483)	25 529	(4 087)
Impôt sur le résultat à recouvrer	(721)	(1 753)	(832)	(4 443)
Stocks	(904)	1 762	(22 060)	(2 138)
Acomptes et charges payées d'avance	168	(1 145)	(1 209)	(776)
Dettes d'exploitation et charges à payer	(135)	8 324	(5 678)	1 901
Impôt sur le résultat à payer	40	(192)	(1 669)	(1 979)
Acomptes de clients	524	(12 012)	5 001	(7 181)
Provisions	(171)	(501)	1 663	(2 871)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	800	(9 000)	745	(21 574)

Les variations positives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour le trimestre clos le 30 novembre 2023 découlaient surtout d'une diminution des créances d'exploitation principalement attribuable à l'augmentation des recouvrements.

Les variations négatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour le trimestre clos le 30 novembre 2023 découlent surtout d'une augmentation des stocks associée au calendrier de livraison de certaines commandes d'envergure;

Les variations positives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour la période de neuf mois close le 30 novembre 2023 sont attribuables principalement à une diminution des créances d'exploitation qui découle surtout de l'augmentation des recouvrements.

Les variations négatives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour la période de neuf mois close le 30 novembre 2023 sont principalement attribuables à une augmentation des stocks en réponse à l'augmentation globale du carnet de commandes¹.

Activités d'investissement

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement pour le trimestre et la période de neuf mois proviennent principalement d'entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles.

¹ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement pour l'exercice précédent s'appuient sur les mêmes facteurs que pour l'exercice en cours, en plus de l'augmentation des investissements à court terme durant la période de neuf mois.

Activités de financement

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois, la Société a continué à rembourser sa dette à long terme sans émettre de nouveaux titres de créance.

Le 18 septembre 2023, la Société a conclu l'acquisition annoncée d'une participation minoritaire de 25 % dans Segault SAS pour 4,7 millions d'euros (5,0 millions de dollars). La Société détient désormais la totalité des actions en circulation de Segault SAS. L'option de vente inconditionnelle que détenait l'actionnaire minoritaire de Segault SAS a été incluse précédemment dans la partie à court terme de la dette à long terme de l'état consolidé de la situation financière.

Au cours du trimestre précédent, la Société avait continué à rembourser sa dette à long terme sans émettre de nouveaux titres de créance. Au cours de la période de neuf mois précédente, la filiale italienne de la Société avait emprunté 2,2 millions de dollars sous forme de prêts bancaires non garantis portant intérêt à un taux annuel se situant entre 0,67 % et 0,71 %, remboursables par versements trimestriels et arrivant à échéance en 2027.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Du fait de ses activités, la Société est exposée à divers risques financiers, à savoir le risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur la performance financière de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par la division des finances de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette division consiste à définir, à évaluer et à couvrir les risques financiers de concert avec les équipes des finances des filiales de la Société. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à certains risques. L'utilisation des instruments financiers dérivés est régie par une politique aux termes de laquelle aucune opération sur dérivé ne doit être conclue en vue d'établir une position de spéculation ou de levier (le corollaire étant que toutes les opérations sur dérivés doivent avoir pour seul objet la gestion des risques).

Risque de marché

Risque de change

Le risque de change lié aux instruments financiers s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des taux de change. La Société exerce ses activités à l'échelle mondiale et court un risque de change découlant de son exposition à diverses monnaies. Le risque de change est lié aux opérations commerciales futures et aux actifs et passifs comptabilisés qui sont libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de la Société. Les opérations de la Société utilisent différentes monnaies fonctionnelles et, par conséquent, chacune d'elles est exposée au risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

Lorsqu'elle le peut, la Société rapproche les encaissements et les décaissements effectués dans une même monnaie. Le montant net de l'exposition résiduelle attendue aux devises fait l'objet d'une couverture. Pour couvrir cette exposition, la Société utilise des instruments dérivés de change, soit principalement des contrats de change à terme. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables.

Au 30 novembre 2023 et au 28 février 2023, l'encours des contrats dérivés s'établissait comme suit :

	Fourchette de taux de change		Profit (perte) (en milliers de dollars américains)		Notionnel (en milliers de la devise indiquée)	
	30 novembre 2023	28 février 2023	30 novembre 2023	28 février 2023	30 novembre 2023	28 février 2023
			\$	\$		
Contrats de change à terme						
Vente de dollars américains contre des dollars canadiens – de 0 à 12 mois	1,38	1,38	-	(299)	10 000 \$ US	40 000 \$ US
Achat de dollars américains contre des dollars canadiens – de 0 à 12 mois	1,32	1,32	-	107	10 000 \$ US	40 000 \$ US
Achat de dollars américains contre des euros – de 0 à 12 mois	1,09-1,10	-	11	-	924 \$ US	-
Vente d'euros contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	1,11	-	-	-	3 000 €	-
Achat d'euros contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	1,07	-	-	-	3 000 €	-

Les contrats de change à terme sont des contrats où la Société s'engage à vendre ou à acheter des devises au prix d'exercice. La juste valeur des instruments de change est inscrite à l'état consolidé du résultat net et reflète les sommes estimatives que la Société aurait versées ou reçues pour régler ces contrats à la date du bilan. Les profits latents sont comptabilisés à titre d'actifs dérivés et les pertes latentes, à titre de passifs dérivés, dans l'état consolidé de la situation financière.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison principalement de ses facilités de crédit, de sa dette à long terme et de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie. Les éléments à taux variables exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie, et les éléments à taux fixes exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur. La plus grande partie de la dette à long terme et des facilités de crédit de la Société porte intérêt; sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie rapportent des intérêts à des taux variables. Une variation hypothétique de 0,5 % des taux d'intérêt n'aurait pas une incidence importante sur le résultat net ou sur les flux de trésorerie de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte inattendue survienne si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque est lié principalement aux créances d'exploitation de la Société.

Le risque de crédit de la Société lié à ses créances d'exploitation est concentré. Au 30 novembre 2023, deux clients (quatre au 28 février 2023) représentaient plus de 5 % chacun des créances d'exploitation, dont un en représentait 14,2 % (15,0 % au 28 février 2023), alors que les 10 principaux clients de la Société représentaient 50,4 % (60,4 % au 28 février 2023) des créances d'exploitation. De plus, un client (deux au 30 novembre 2022) représentait plus de 10 % du chiffre d'affaires de la Société.

Pour réduire son risque de crédit, la Société évalue sur une base continue la solvabilité de ses clients et applique des procédures d'évaluation particulières à tous ses nouveaux clients. L'évaluation comprend l'analyse par échéance des créances d'exploitation, ainsi que l'analyse des profils historiques de paiement, de la solvabilité des clients et des tendances économiques du moment. Chaque client se voit attribuer une limite de crédit particulière qui est révisée périodiquement. Pour certaines créances d'exploitation, la Société peut obtenir des sûretés sous forme d'une assurance-crédit versant des prestations si la contrepartie manque aux modalités de l'entente.

La Société applique la méthode simplifiée selon l'IFRS 9, qui consiste à évaluer les pertes de crédit attendues au moyen d'une correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Les taux des pertes de crédit

attendues sont estimés à la lumière des pertes de crédit subies par la Société au cours de l'exercice précédant la clôture de la période. Les taux de pertes passées sont alors ajustés en fonction de l'information actuelle et de l'information prospective sur les facteurs macroéconomiques ayant des répercussions sur les clients de la Société.

En raison de ses instruments financiers dérivés, de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses placements à court terme, la Société est également exposée à un risque de crédit qu'elle gère en faisant affaire avec des institutions financières très bien notées. Le risque de crédit principal de la Société est limité à la valeur comptable des créances d'exploitation et des profits sur les dérivés.

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur le classement par échéance des créances d'exploitation.

	Aux	
	30 novembre 2023	28 février 2023
(en milliers)	\$	\$
Courant	60 883	83 118
En souffrance depuis 0 à 30 jours	7 118	9 961
En souffrance depuis 31 à 90 jours	8 371	5 902
En souffrance depuis plus de 90 jours	10 977	14 548
	87 349	113 529
Moins la correction de valeur pour pertes	(225)	(481)
	87 124	113 048
Autres créances	10 308	8 005
Total des créances d'exploitation	97 432	121 053

Le tableau qui suit présente des renseignements sommaires sur la variation de la correction de valeur pour créances d'exploitation irrécouvrables.

	Périodes de neuf mois closes les	
	30 novembre 2023	30 novembre 2022
(en milliers)	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	481	509
Charges pour correction de valeur pour pertes	62	19
Recouvrements de créances d'exploitation	(228)	(27)
Radiations de créances d'exploitation	(92)	—
Change	2	(27)
Solde à la fin de la période	225	474

Risque de liquidité – voir l'exposé sous la rubrique *Liquidités et ressources en capital*

RISQUES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS

Dans son rapport de gestion de fin d'exercice, la Société énumère les différents risques susceptibles d'avoir une incidence sur ses activités. La Société n'a aucun changement à déclarer au 30 novembre 2023.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, des contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information présentée dans les rapports intermédiaires et annuels de la Société à ses actionnaires est rassemblée puis communiquée à la direction dans les délais prescrits, notamment au chef de la direction et au directeur financier, selon ce qui convient pour prendre des décisions concernant la communication de l'information. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a également été conçu de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont préparés conformément aux IFRS.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 novembre 2023, la Société n'a apporté à la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière aucun changement qui a ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS

Les états financiers de la Société sont dressés conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Les principales méthodes comptables de la Société qui sont décrites aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés audités de la Société sont essentielles pour comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Certaines de ces méthodes comptables exigent le recours à des estimations comptables critiques qui reposent sur des jugements complexes et subjectifs ainsi que sur des hypothèses, dont certaines portent sur des questions qui sont, par leur nature même, incertaines et susceptibles de changer. Les hypothèses et estimations utilisées sont fondées sur des paramètres qui sont dérivés de l'état des connaissances au moment de la préparation des états financiers et qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Plus particulièrement, la performance future de la Société a été estimée à la lumière des circonstances qui sont actuellement en vigueur et d'hypothèses quant à l'orientation future attendue de la conjoncture mondiale et du secteur d'activité. Si ces facteurs ne connaissent pas l'issue prévue et échappent au contrôle de la Société, les résultats réels pourraient différer des résultats attendus (voir la rubrique *Information prospective* ci-dessus). Ces estimations, ainsi que les hypothèses qui les sous-tendent, sont revues continuellement. Les modifications apportées aux estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée. Aucun changement significatif n'a été apporté aux principales estimations comptables au cours des deux derniers exercices.

Il n'y a aucun changement important par rapport aux principales estimations comptables indiquées dans le rapport de gestion annuel.

NORMES ET MODIFICATIONS COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ADOPTÉES

IAS 1 Présentation des états financiers exige que toute entité qui entend classer un passif comme non courant doit avoir, à la date de clôture des états financiers, le droit de différer le règlement pour au moins douze mois après cette date.

En janvier 2020, le conseil a publié les modifications indiquées dans le document *Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants d'IAS 1* (modifications de 2020). À l'origine, les modifications de 2020 prenaient effet aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. Si une entité applique les modifications de 2020, elle n'a pas le droit de différer le règlement d'un passif, ce qui le fait classer comme courant, si sa situation à la date de clôture des états financiers la rendait non conforme aux clauses restrictives, même si sa conformité aux clauses restrictives est vérifiée dans les douze mois après cette date.

Les modifications publiées en octobre 2022 précisent que la conformité aux clauses restrictives de mécanismes de prêt prenant effet uniquement après la date de clôture des états financiers ne joue pas sur la classification des passifs comme courants ou non courants à la date de clôture des états financiers. Par contre, elle joue si les clauses restrictives s'appliquent avant ou à la date de clôture des états financiers, même si elle n'est vérifiée qu'après la date de clôture des états financiers.

Les modifications de 2022 ajoutent des obligations d'information. Si une entité classe comme non courant un passif issu d'un mécanisme de prêt et que le passif est assujéti à des clauses restrictives auxquelles elle doit se conformer dans les douze mois suivant la date de clôture de ses états financiers, l'entité doit présenter l'information suivante dans les notes pour permettre aux utilisateurs des états financiers de comprendre le risque que le passif pourrait devenir remboursable dans les douze mois suivants :

- a) valeur comptable du passif;
- b) information sur les clauses restrictives;
- c) faits et circonstances, le cas échéant, susceptibles d'indiquer que l'entité pourrait avoir de la difficulté à se conformer aux clauses restrictives, dans la mesure où, notamment, sa situation à la date de clôture de la période rendrait l'entité non conforme aux clauses restrictives.

Les modifications d'IAS 1 prennent effet aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024, l'adoption anticipée étant permise, et elles doivent être appliquées de manière rétrospective. La Société ne s'attend pas à ce que ces modifications aient des répercussions importantes sur ses états financiers consolidés.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente des données financières sommaires tirées des états financiers non audités de la Société de chacun des huit derniers trimestres clos.

Trimestres clos en mai, août, novembre et février
(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)

	TRIMESTRES CLOS							
	Novembre 2023	Août 2023	Mai 2023	Février 2023	Novembre 2022	Août 2022	Mai 2022	Février 2022
Chiffre d'affaires	80 945 \$	80 318 \$	67 659 \$	115 141 \$	95 229 \$	85 054 \$	75 005 \$	124 849 \$
Résultat net (perte nette) ¹	(7 250)	(2 120)	(8 284)	(47 164)	2 739	(3 676)	(7 352)	(25 590)
Résultat net (perte nette) ¹ par action								
- De base et dilué(e)	(0,34)	(0,10)	(0,38)	(2,18)	0,13	(0,17)	(0,34)	(1,19)
BAIIA ²	(2 337)	2 958	(3 799)	(39,486)	6 135	1 365	(2 878)	16 592
BAIIA ² par action								
- De base et dilué(e)	(0,11)	0,14	(0,18)	(1,83)	0,28	0,06	(0,13)	0,77
BAIIA ajusté ³	(2 337)	2 958	(3 799)	16,468	6 135	1 365	(2 878)	16 592
BAIIA ajusté ³ par action								
- De base et dilué(e)	(0,11)	0,14	(0,18)	0,76	0,28	0,06	(0,13)	0,77

¹ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

² Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Des précisions additionnelles sont fournies à la fin du présent rapport de gestion.

³ Mesures hors IFRS et mesures financières supplémentaires – Voir le rapport de gestion pertinent pour plus de détails sur le rapprochement.

MESURES HORS IFRS ET MESURES FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise des mesures de la performance et de la situation financière qui ne sont pas définies par les IFRS (les « mesures hors IFRS ») et qui sont par conséquent peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, que la direction utilise pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures de la performance définies par les IFRS. La Société utilise également des mesures financières supplémentaires, qui sont définies à la fin du présent rapport. Ces rapprochements et définitions sont présentés ci-dessous.

Bénéfice net (perte nette) avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »)

	Trimestres clos les 30 novembre 2023 et 2022 / Périodes de neuf mois closes les 30 novembre 2023 et 2022			
(en milliers, sauf les montants par action)	30 novembre 2023 \$	30 novembre 2022 \$	30 novembre 2023 \$	30 novembre 2022 \$
Résultat net (perte nette) ¹	(7 250)	2 739	(17 654)	(8 289)
<i>Ajustements au titre des éléments suivants :</i>				
Amortissement des immobilisations corporelles	2 238	2 086	6 458	6 270
Amortissement des immobilisations incorporelles et coûts de financement	569	540	1 646	1 664
Charges financières, montant net	1 395	420	3 991	1 034
Impôt sur le résultat	711	350	2 383	3 943
BAIIA	(2 337)	6 135	(3 176)	4 622
BAIIA par action				
- De base et dilué	(0,11)	0,28	(0,15)	0,21

Le terme « BAIIA » s'entend du résultat net ou de la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple majoré de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts de financement, du montant net des charges financières et de l'impôt sur le résultat. Le « BAIIA par action » s'obtient en divisant le BAIIA par le nombre total d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

Définitions des mesures financières supplémentaires

Les termes « nouvelles affaires nettes » et « nouvelles affaires » s'entendent des commandes fermes, nettes des annulations, enregistrées par la Société au cours d'une période déterminée. Les nouvelles affaires sont assujetties aux effets des fluctuations des taux de change au cours d'une période. La mesure fournit une indication de la performance des opérations de vente de la Société pour une période déterminée et donne une idée des attentes à l'égard du chiffre d'affaires et des flux de trésorerie à réaliser.

Le terme « carnet de commandes » s'entend du cumul de toutes les nouvelles affaires prises en charge par la Société et restant à livrer. Le carnet de commandes varie en fonction de la fluctuation de certains taux de change au cours d'une période. La mesure fournit une indication des difficultés opérationnelles que la Société devra résoudre et donne une idée des attentes à l'égard du chiffre d'affaires et des flux de trésorerie à réaliser.

Le « ratio commandes/chiffre d'affaires » s'obtient en divisant les commandes par le chiffre d'affaires. La mesure fournit une indication de la performance et des perspectives de la Société pour une période déterminée.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

¹ Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.